GENDER AND TRADE COALITION

DOCUMENT D'ÉCLAIRAGE #2

RELÈVEMENT POST-CONFLIT ET COMMERCE

RÉDIGÉ PAR

regions refocus

EN COLLABORATION AVEC

WILPF
WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE & FREEDOM

NAWI COLLECTIVE

Créée en 2018 par des activistes féministes et progressistes, la Coalition pour genre et commerce (« Gender and Trade Coalition » en anglais) entend faire valoir une analyse féministe du commerce et faire du plaidoyer en faveur de politiques commerciales équitables.

Cet article est le deuxième d'une série de courts « documents d'éclairage » ayant vocation à expliquer sous forme de questions/réponses les grands enjeux du commerce rédigés par Regions Refocus pour la Gender and Trade Coalition. Ce document a été écrit par Senani Dehigolla (Regions Refocus), Erica Levenson (Regions Refocus), Anita Nayar (Regions Refocus) Nela Porobić (WILPF) et Fatimah Kelleher (Nawi–Afrifem Macroeconomics Collective). Les autrices remercient AWID pour traduire ce document.

Citation : Dehigolla, Senani, Erica Levenson, Anita Nayar, Nela Porobić et Fatimah Kelleher. 2024. « Post-Conflict Recovery and Trade Explainer » (« Relèvement post-conflit et commerce : document d'éclairage »). Série de documents d'éclairage de la Coalition pour genre et commerce. Regions Refocus, Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) et Nawi–Afrifem Macroeconomics Collective.

Rejoignez-nous : bit.ly/JoinGenderTrade

contact@gendertradecoalition.org

@GenderandTrade

© 2024, 2025 Regions Refocus.

1. Le commerce favori-t-il le relèvement post-conflit ?

Les contextes post-conflit peuvent faire référence à différentes situations de conflits politiques violents (à la fois entre États et au sein des États) ayant des considérations similaires en matière de reconstruction et de développement. Les pays qui sortent d'un conflit doivent relever le défi de maintenir la paix tout en rétablissant leur économie, en reconstruisant les infrastructures sociales et physiques dévastées et en fournissant des services de base aux personnes dont la vie a été bouleversée par des déplacements et des pertes irréversibles. De nombreuses réalités ne reflètent pas le terme statique de « post-conflit », car les conflits peuvent reprendre et se terminer à différents moments dans différentes parties d'un pays. Si le commerce offre des possibilités d'exportation et de croissance économique, la libéralisation du commerce sans entraves peut aller à l'encontre du redressement des industries nationales et ne profite pas nécessairement aux populations touchées ni ne conduit forcément à une paix durable.[1]

Selon la tristement célèbre Théorie des Arches Dorées, deux pays ayant des restaurants McDonald's ne se feraient pas la guerre ; cela s'explique par le fait qu'ils sont supposés pratiquer le libre-commerce l'un avec l'autre et que, par conséquent, une guerre menacerait leurs économies respectives.[2] Dans la droite ligne de cette théorie, le programme « Le commerce au service de la paix » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) souligne le rôle du commerce et de l'intégration économique dans la promotion de la paix et de la sécurité. Il présente les contextes post-conflit comme une nouvelle opportunité de générer des profits pour les firmes multinationales (FMN), arguant que l'intégration dans le système commercial multilatéral conduit à la stabilité et au bien-être économique.

En réalité, l'application d'une solution unique au relèvement post-conflit peut engendrer une réintégration violente et incomplète dans l'économie

mondiale. Cette méthode affecte directement les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sur le terrain, qui sont essentiels à la reconstruction des sociétés post-conflit. Les conflits peuvent également être alimentés par les activités économiques, avec des FMN qui au mieux, poursuivent leurs opérations comme si de rien n'était malgré la situation et, au pire, profitent des conflits et des contextes post-conflit pour accroître les accaparements de terres et les violations des droits du travail.[3]

L'ouverture des industries nationales convalescentes aux marchés mondiaux hautement compétitifs peut entraîner l'élimination des acteurs économiques locaux et l'affaiblissement des industries nationales, ce qui aggrave les inégalités au sein des pays et entre eux. Même si, au sortir d'un conflit, certains pays comme le Sri Lanka et l'Ouganda ont bénéficié, d'après les indicateurs macroéconomiques, de la libéralisation du commerce, la croissance de leur PIB n'a pas permis de créer des emplois pour les populations locales, empêchant les communautés de panser les plaies de l'après-conflit.[4] Si la libéralisation du commerce peut effectivement faciliter la réintégration d'un pays dans le système économique, force est de constater qu'elle n'améliore pas « les conditions de vie des populations ou aide au rétablissement d'une société après la guerre ».[5]

2. Comment les institutions financières internationales entravent-elles les dépenses des États post-conflit ?

Les pays qui sortent d'un conflit ont beaucoup de mal à mobiliser les ressources nationales suffisantes pour leur redressement. Compte tenu de la disparité entre l'ampleur du financement nécessaire au relèvement post-conflit et le montant de l'aide proposée par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, la plupart des pays sortant d'un conflit recherchent une assistance économique auprès des institutions financières internationales (IFI), à savoir la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'OMC.[6] Alors même que les conflits sont en cours, les IFI sont souvent

impliquées dans l'évaluation et la planification du relèvement post-conflit, ce qui leur confère une position de pouvoir unique pour influencer les politiques et les réformes économiques qui sont adoptées.[7]

La logique économique néolibérale dominante selon laquelle «l'interdépendance commerciale bilatérale et l'ouverture commerciale mondiale favorisent considérablement la paix » occulte le rôle que les politiques commerciales protectionnistes ont historiquement joué dans le relèvement post-conflit des pays aujourd'hui développés.[8] Les politiques actuellement promues par les IFI et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux impliqués dans le relèvement post-conflit ne reflètent pas l'importance du protectionnisme dans le relèvement d'après-guerre – et dans le développement en général – qui est clairement démontrée par les expériences historiques des pays développés. Le retour à la stabilité économique de la plupart de ces pays après la Seconde Guerre mondiale a été rendu possible par des dépenses publiques importantes, un protectionnisme intense et une intervention de l'État qui a limité la concurrence sur le marché.[9] Ces mesures, qui ont fait leurs preuves il y a moins d'un siècle, sont pourtant totalement contraires aux prescriptions politiques actuelles des IFI pour les pays en développement.

En échange de prêts et d'opportunités commerciales octroyés par les IFI, les pays se voient contraints de mettre en place des réformes politiques qui affaiblissent l'État dans le but d'attirer les capitaux privés étrangers et de permettre à ces capitaux de circuler sans entraves. Ce recul de l'État, précisément au moment où son implication active est la plus nécessaire, entraîne des conséquences désastreuses, en particulier pour les femmes.[10] Les réformes requises pour bénéficier de prêts et d'opportunités commerciales comprennent généralement la privatisation d'industries et de

services publics déterminants tels que les transports publics, les soins de santé, les services publics et l'éducation ; la réduction des dépenses de l'État, souvent dans des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation et la protection sociale ; l'impôt régressif et la déréglementation des sociétés et des investisseurs étrangers ; le démantèlement des subventions aux petites entreprises et la libéralisation du commerce. Les pays débiteurs sont alors contraints de faire du service de la dette le point central de leurs politiques économiques, ce qui se traduit par des obligations étatiques non remplies, les recettes disponibles étant affectées au remboursement de la dette plutôt qu'aux dépenses sociales, aux programmes de DDR ou aux stratégies de développement.[11]

L'amalgame fait par les IFI entre le « relèvement post-conflit et le redressement du système économique » se reflète dans les restrictions imposées aux États en matière d'investissements sociaux.[12] Les recherches sur l'évaluation de l'impact sont souvent utilisées pour justifier ces politiques, démontrant généralement leur succès afin de diriger davantage les capitaux privés vers les nouvelles opportunités commerciales disponibles.[13] Malheureusement, les données citées par ces recherches proviennent souvent de sources technocratiques et partiales, il est difficile pour la société civile des États sortant d'un conflit d'obtenir des données indépendantes qui refléteraient les réalités bien différentes sur le terrain, ces analyses biaisées devenant les seules perspectives disponibles.[14]

3. Comment les accords commerciaux et sur l'investissement exploitent-ils les opportunités économiques post-conflit ?

Sous prétexte d'aider au relèvement post-conflit, le « pouvoir oublié du commerce » est ravivé et les accords commerciaux sont présentés comme des outils déterminants du relèvement post-conflit.[15] Les économies post-conflit sont considérées comme des marchés émergents à modeler pour servir les intérêts économiques du Nord, grâce à une combinaison d'accords

commerciaux et de conditionnalités de prêt et d'assistance.[16] Dans un contexte post-conflit, les populations ont grand besoin de moyens de subsistance.[17] Cette situation les rend plus vulnérables à l'exploitation, car elles sont plus susceptibles de tolérer des conditions de travail détériorées (salaires inférieurs, moins de précautions de sécurité, etc.) si cela signifie qu'elles peuvent obtenir un emploi et, par extension, gagner leur vie. Dans le même temps, les pays sortant d'un conflit sont souvent dépendants des investissements étrangers, ce qui les oblige à démanteler les réglementations du marché du travail afin d'attirer les investisseurs, comme l'exigent les conditions d'octroi des prêts.

À en croire les « exemples de réussite » du Bangladesh et du Vietnam, les prêts post-conflit octroyés par les IFI, l'aide étrangère bilatérale et les investissements étrangers ont entraîné une croissance soutenue du PIB.[18] Toutefois, la croissance économique de ces pays s'est accompagnée de certaines des pires violations des droits des travailleurs.euses au monde, surtout des travailleuses, qui ont été particulièrement confrontées à des conditions de travail dangereuses, des violences basées sur le genre, du travail forcé et des violences physiques et sexuelles.[19] Ces dérives ont été rendues possibles par la déréglementation du marché du travail, condition préalable à la relance économique nécessaire. En dépit des dires de l'ancienne directrice générale du FMI, Christine Lagarde, selon lesquels « lorsque les femmes se portent mieux, l'économie se porte mieux aussi », c'est bien l'exploitation des femmes qui a créé les « opportunités » économiques pour les investisseurs dans ces contextes post-conflit.[20]

Le relèvement asymétrique est une autre conséquence découlant des investissements privés étrangers dans les contextes post-conflit : les ciblés par les investisseurs car ils sont générateurs de profits, tandis que les

impacts sociaux, tels que l'augmentation des inégalités dans le pays, sont laissés pour compte.[21] La priorité étant d'attirer les investissements étrangers et de les laisser circuler librement, les préoccupations sociales telles que la réduction de l'inflation sont reléguées au rang de « priorités de second ordre ».[22] L'accent mis sur le profit immédiat plutôt que sur le relèvement à long terme sape le soutien aux industries productives locales qui pourraient être au cœur des plans de redressement et d'une croissance durable et équitable.

Par exemple, après la fin de la guerre civile au Sri Lanka, de nouvelles banques et sociétés financières ont promu des programmes de microfinance visant spécifiquement la population tamoule de la province du Nord, car elle avait coutume d'acheter de l'or comme un moyen d'épargne ainsi que d'une pratique culturelle.[23] Bientôt, la population tamoule a été confrontée à un endettement généralisé et beaucoup n'ont eu d'autre choix que de mettre leur or en gage pour rembourser leurs emprunts.[24] Un autre exemple est celui de l'Ukraine, qui a pris des mesures incitatives destinées aux investisseurs étrangers, en proposant notamment une exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés pouvant aller jusqu'à dix ans.[25] Le ministère de l'Économie ukrainien a signé un protocole d'accord en novembre 2022 avec BlackRock, la plus grande société d'investissement au monde ; avec 8,5 billions de dollars d'actifs, BlackRock a mis en place un fonds d'investissement pour le relèvement de l'Ukraine qu'il gère désormais.[26] Ces initiatives placent l'investissement étranger, le capital privé et le profit au centre du relèvement du pays, relayant les besoins de la population au second plan.

4. Quel est le rôle des industries d'extraction dans le commerce et l'investissement post-conflit ?

Grâce à la privatisation et à la déréglementation, les sociétés du monde entier ont pris le contrôle de vastes pans d'économies nationales.[27] La

domination économique des FMN ayant leur siège dans les pays du Nord a permis de maintenir la domination commerciale de ces pays, notamment par le biais de la privatisation du secteur minier. Le contrôle des industries d'extraction par les FMN a maintenu le secteur minier des pays en développement dans une logique d'exportation, comme c'était le cas sous le colonialisme, ce qui a perpétué la dépendance des pays du Sud global à l'égard des exportations de matières premières.[28]

Alors même que l'exploitation minière contribue aux causes profondes des guerres civiles et impériales dans de nombreux pays, l'augmentation des extractions des ressources naturelles dans les pays touchés par la guerre est une stratégie courante, présentée comme un élément essentiel du relèvement post-conflit.[29] Dans le contexte du relèvement post-conflit des pays en développement, le contrôle du secteur minier par des entreprises privées étrangères exclut la possibilité que l'exploitation minière puisse contribuer de manière significative au relèvement : non seulement l'extraction de minéraux bruts répond principalement aux besoins de consommation et de croissance des pays du Nord, mais les ajouts de valeur (comme le raffinage du pétrole) profitent également aux FMN qui y sont implantées.[30] Les revenus de l'exploitation minière, qui pourraient alimenter les processus de relèvement et de développement autonome des pays en développement sortant d'un conflit, sont exportés vers le Nord global avec les minéraux bruts.

“L'augmentation des extractions des ressources naturelles pour contribuer au relèvement post-conflit en attirant les investissements étrangers s'est révélée être un échec, non seulement en termes de génération de revenus, mais aussi en termes d'instauration d'une paix durable.”

L'augmentation des extractions des ressources naturelles pour contribuer au relèvement post-conflit en attirant les investissements étrangers s'est révélée être un échec, non seulement en termes de génération de revenus, mais aussi en termes d'instauration d'une paix durable. En 2011, par exemple, le Sud-Soudan, qui venait d'accéder à l'indépendance, a invité les investisseurs internationaux à investir dans un gisement pétrolifère

récemment ouvert qui, selon les estimations, devait générer 1,3 milliards de dollars de recettes par an.[31] Non seulement la majorité des revenus issus de l'extraction du pétrole et des valeurs ajoutées ont profité aux FMN qui les contrôlent, mais depuis l'ouverture du gisement, le gouvernement a perdu plus de 4 milliards de dollars en impôts impayés au profit des seules sociétés pétrolières.[32] L'exploitation de la main-d'œuvre par les sociétés pétrolières est également courante, tout comme l'accaparement des terres pour les cultures, la production de bois, ou encore le tourisme, créant des injustices qui engendrent des tensions.[33] Dans le cas du Libéria, un pays riche en caoutchouc, en diamants et en bois, la concurrence accrue entre les parties commerciales a failli raviver la guerre civile, en provoquant plusieurs incidents au cours desquels d'anciens combattants ont pris le contrôle des extractions des ressources naturelles après la guerre.[34]

Faire de l'extraction des ressources naturelles sous contrôle étranger l'une des sources principales de revenus dans les contextes post-conflit exacerbe également les inégalités structurelles de genre. Tout d'abord, en raison des déficits chroniques que le contrôle étranger engendre, les programmes ne peuvent pas être financés pour répondre aux besoins spécifiques des femmes à la suite du conflit, notamment les soins de santé reproductive et mentale, les programmes étatiques à réduire le travail de soins et l'assistance économique.[35] L'exploitation minière est un secteur très genré, depuis la démographie de la main-d'œuvre minière jusqu'aux impacts environnementaux, ce qui aggrave l'impact des conflits sur les femmes, un fléau qui reste sans réponse.[36] Lorsque la main-d'œuvre à dominante masculine s'installe dans la région pour travailler dans l'exploitation minière,[i] les risques de violence basée sur le genre (VBG) augmentent considérablement pour les femmes des communautés minières, en particulier les femmes autochtones.[37] En outre, les opérations minières à grande échelle comptent parmi les activités les plus destructrices de l'environnement dans le monde, les femmes sont plus touchées que les hommes par la dégradation de l'environnement. Cet état de fait s'explique non seulement par leur rôle de

[i] Toutes les activités minières ne sont pas dominées par les hommes. Toutefois, la plupart des femmes qui occupent un emploi dans cette industrie travaillent dans de petites exploitations minières artisanales, qui connaissent elles-mêmes des taux élevés de violence basée sur le genre (voir par exemple Pillinger et Wintour 2022).

pourvoyeuses de ressources naturelles limitées, mais aussi par leur rôle de s'occuper d'enfants et de familles de plus en plus malades, sans parler des risques sanitaires qu'elles encourent, qui viennent s'ajouter au travail de soins non rémunéré.[38] Ces impacts sont en contradiction avec les objectifs des programmes de DDR, qui placent une fois de plus les profits au-dessus du bien-être social.

5. Propositions de politiques stratégiques

Qu'il s'agisse d'insurrections, de guerres populaires, de guerres de libération nationale, de guérillas, de guerres partisanes, d'invasions ou de guerres civiles, la brutalité des conflits est largement ignorée dans la volonté d'assimiler les pays sortant d'un conflit à un ordre économique mondial qui favorise le Nord mondial. Pour que le relèvement post-conflit soit plus équitable et plus juste, il est nécessaire d'adopter une approche globale du commerce et des investissements, qui tienne compte des impacts socio-économiques et des causes des conflits. Une compréhension intersectionnelle et genrée de la manière dont les conflits affectent différemment les personnes et les groupes – travers à des changements de la capacité de travail, l'accès à soins de santé, l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau et la terre, l'agentivité et l'influence sur la prise de décisions politiques et économiques – est une condition préalable à l'utilisation du commerce comme outil pour améliorer le droit des personnes à vivre en toute sécurité et dans la dignité. À cette fin, il est essentiel de :

1. Inclure dans les accords commerciaux des clauses qui imposent un moratoire sur les accords de protection des investissements en cas de conflit. Ces protections limitent la marge de manœuvre des politiques nationales en matière de conception et de mise en œuvre des efforts de relèvement post-conflit et peuvent conduire à de

nouvelles violations des droits humains. Une telle clause peut être le le point de départ de réformes politiques plus vastes qui respectent le droit des États à réglementer les investissements étrangers et à empêcher les mouvements de capitaux, qui peuvent aggraver les crises économiques.

2 Limiter le rôle des industries d'extraction dans le relèvement post-conflit. Étant donné que les pays touchés par un conflit doivent augmenter leurs revenus pour répondre aux besoins humains, ces mesures doivent être axées sur la durabilité, fixées dans des limites écologiques sûres, guidées par le bien-être humain et la régénération écologique.[39] Outre les nombreux impacts sociaux et environnementaux négatifs que les industries d'extraction ont eus dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit, elles ont spolié les États de milliards de dollars de taxes et de revenus. L'augmentation de l'extraction des ressources naturelles ne doit pas être considérée comme un moyen infaillible de générer des recettes nationales, en particulier lorsque les FMN contrôlent la plupart ou la totalité des activités minières. Les États devraient plutôt relancer le principe keynésien de l'augmentation des dépenses sociales comme moyen de stimuler l'économie, se concentrer sur le réinvestissement d'autant de recettes que possible dans la création d'emplois, la reprise de l'industrie nationale et une transformation économique structurelle durable.

3 Adopter une législation internationale contraignante sur le devoir des sociétés d'exercer une diligence raisonnable en matière de droits humains dans tous les secteurs, afin de s'assurer que leurs activités ne s'exacerbent pas les conflits. Étant donné qu'il existe des accords non contraignants tels que les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains, il n'existe aucun mécanisme d'application en cas de violation de ces accords. Puisque les sociétés ayant clairement montré que leur priorité était le profit plutôt que les populations, même dans les contextes de conflit et de relèvement post-conflit, il est nécessaire de créer une législation contraignante pour réglementer leurs activités.

4 Publier des analyses de genre, qui soient accessibles, transparentes et approfondies, avant de finaliser tout accord de prêt ou de commerce avec des pays en conflit ou sortant d'un conflit. Des financements ou accords commerciaux à des conditions préférentielles pourraient contribuer au relèvement post-conflit, mais les pays qui sortent d'une guerre ont besoin de réformes et de paquets de mesures économiques différents qui répondent aux besoins intersectionnels et genrés de leurs populations. L'espace national de politique commerciale doit être soigneusement adapté à chaque scénario post-conflit, car les prêts et les accords commerciaux vils ou insensibles endettent davantage les pays fragiles sortant d'un conflit.

5 Garantir la participation de divers groupes de la société civile — y compris les ONG, les agriculteur.trices, les travailleur.euses, les groupes de femmes et les groupes autochtones — aux négociations commerciales post-conflit et aux autres processus de prise de décision économique afin de permettre une élaboration inclusive des politiques qui reflète l'éventail des points de vue et des expériences des différentes stratifications sociales. Dans le même ordre d'idées, il est essentiel de protéger le droit de manifester sans subir de représailles violentes, devenues de plus en plus courantes dans le monde entier pendant que la vidéosurveillance et d'autres formes de surveillance numérique ayant permis d'identifier et de persécuter les manifestant.es.

Notes

[1] Kurtenbach et Rettberg 2018 ; Krpec et Hodulak 2019 ; Langer et Brown 2016 ; Oxfam 2007.

[2] Friedman 2000.

[3] Voir par exemple Abed et Kelleher 2022; Frynas et Wood 2001.

[4] Mallett et Pain 2018.

[5] Cohn et Duncanson 2020, 5.

[6] Coppola 2015; Tett 2022.

[7] True et Svedberg 2019.

[8] Lee et Pyun 2020.

[9] Chang 2002; Shaikh 2007.

[10] Abed et Kelleher 2022 ; Cohn et Duncanson 2020 ; Mallett et Pain 2018 ; Mlinarević et coll. 2017 ; Ortiz et Cummins 2022 ; Woodward 2013.

[11] Sibeko 2022; Villaroman 2010.

[12] Cohn et Duncanson 2020, 5.

[13] Voir par exemple Banque mondiale 2009, 2021b, 2022 ; Gertler et coll. 2016.

[14] Moreno-Serra et coll. 2022 ; ONU Femmes 2019 ; Weidmann 2015.

[15] Hillman, 2020; voir également Eichengreen et Irwin 1995; Eichengreen 1996; Terborgh 2003.

[16] Cohn et Duncanson 2020; Ivanova 2007; Mallett et Pain 2018.

[17] Mallett et Slater 2012.

[18] Banque mondiale 2021a; Baum 2020.

[19] ActionAid 2019; Brown 2021; Marsh et Ahmed 2019; Rodriguez 2019; Zhang et coll. 2021.

[20] Lagarde 2013.

[21] Frynas et Wood 2001; PNUD 2008; Turner, Aginam et Popovski 2008.

[22] PNUD 2008, xxi.

[23] Kadirgamar 2013.

[24] *Ibid*.

[25] Porobić 2023.

[26] *Ibid*.

[27] Kline 2006.

[28] Hormeku-Ajei et coll. 2022; Radley 2023.

[29] Bah 2014; Maconachie 2016; Petras et Veltmeyer 2016.

[30] Hormeku-Ajei et coll. 2022.

[31] Collier 2010.

[32] Mayar 2021.

[33] McGinnis 2020.

[34] McCandless et Tyler 2006.

[35] Puechguirbal 2012.

[36] Hofmann et Cabrapan Duarte 2021.

[37] Cane, Terbish, et Bymbasuren 2014; Major, Longboat, et Sarapura-Escobar 2023.

[38] Cannon 2002; Cohen et van der Meulen Rodgers 2021; Goldsworthy 2010

[39] Acheson et coll. 2022.

Références

Abed, Dana et Kelleher, Fatimah. 2022. « The Assault of Austerity: How Prevailing Economic Policy Choices Are a Form of Gender-Based Violence » (« L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre »). Oxfam. https://doi.org/10.21201/2022.9844.

Acheson, Ray ; Porobić, Nela ; Geyer, Katrin et Weir, Doug. 2022. « Environmental Peacebuilding through Degrowth, Demilitarization, and Feminism: Rethinking environmental peacebuilding to stay within planetary boundaries and champion social justice » (« La construction de la paix environnementale par la décroissance, la démilitarisation et le féminisme : repenser la paix environnementale pour rester dans les limites de la planète et défendre la justice sociale »). *Ecosystem for Peace*, 18 janvier 2022.

ActionAid. 2019. « Sexual harassment and violence against garment workers in Bangladesh » (« Harcèlement sexuel et violences contre les travailleur.euses de l'habillement au Bangladesh »). Document d'information.

Bah, Mamadou Diouma. 2014. « Mining for Peace: Diamonds, Bauxite, Iron Ore and Political Stability in Guinea » (« L'exploitation minière au service de la paix : diamants, bauxite, minerai de fer et stabilité politique en Guinée »). *Review of African Political Economy* 41 (142) : 500–515. https://doi.org/10.1080/03056244.2014.917370.

Banque mondiale. 2009. « Making Smart Policy: Using Impact Evaluation for Policy Making Case Studies on Evaluations that Influenced Policy » (« Mettre sur pied des politiques intelligentes : l'évaluation d'impact au service de l'élaboration des politiques, études de cas sur les évaluations qui ont influencé les politiques »). Doing Impact Evaluation no. 14, Banque mondiale.

Banque mondiale. 2021a. « Country on a Mission: The Remarkable Story of Bangladesh's Development Journey » (« Un pays en mission : le remarquable développement du Bangladesh »). *Banque mondiale*, 16 septembre 2021.

Banque mondiale. 2021b. « World Bank Engagement in Situations of Conflict: An Evaluation of FY10–20 Experience » (« L'engagement de la Banque mondiale dans les situations de conflit : une évaluation de l'expérience sur 10 à 20 années fiscales »). Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale.

Banque mondiale. 2022. « The International Finance Corporation's and Multilateral Investment Guarantee Agency's Support for Private Investment in Fragile and Conflict-Affected Situations, Fiscal Years 2010–21 » (« L'appui de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements à l'investissement privé dans les situations de fragilité et de conflit, années fiscales 2010-21 »). Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale.

Baum, Anja. 2020. « Vietnam's Development Success Story and the Unfinished SDG Agenda » (« L'exemple de réussite du Vietnam en matière de développement et le programme inachevé des ODD »). Document de travail WP/20/31, FMI. https://doi.org/10.5089/9781513527024.001.

Brown, Garrett D. 2021. « Women Garment Workers Face Huge Inequities in Global Supply Chain Factories Made Worse by COVID-19 » (« Les ouvrières de l'habillement sont victimes d'énormes inégalités dans les usines de la chaîne d'approvisionnement mondiale, aggravées par le COVID-19 »). *New Solutions : A Journal of Environmental and Occupational Health Policy* 31 (2) : 113–124. https://doi.org/10.1177/10482911211011605.

Cane, Isabel ; Terbish, Amgalan et Bymbasuren, Onon. 2014. « Mapping gender based violence and mining infrastructure in Mongolian mining communities » (« Cartographie des violences sexistes et de l'infrastructure minière dans les communautés minières de Mongolie »). Rapport de recherche-action, International Mining for Development Centre (IM4DC).

Chang, Ha-Joon. 2002. « Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective » (« Briser les échelons : la stratégie de développement dans une perspective historique »). Londres : Anthem Press.

Cohn, Carol et Duncanson, Claire. 2020. « Whose Recovery? IFI Prescriptions for Postwar States » (« Le relèvement de qui ? Les prescriptions de l'IFI pour les États sortant d'un conflit »). *Review of International Political Economy* 27 (6) : 1214–1234. https://doi.org/10.1080/09692290.2019.1677743.

Coppola, Damon P. 2015. « *Introduction to International Disaster Management* » (« *Introduction à la gestion internationale des catastrophes* »), 3eme ed. Amsterdam : Elsevier/Butterworth-Hein.

Collier, Paul. 2010. « *Wars, Guns and Votes: Democracy in Dangerous Places* » (« *Guerres, armes et votes : la démocratie dans les endroits dangereux* »). New York : Harper Collins.

Eichengreen, Barry et Irwin, Douglas. 1995. « Trade Blocs, Currency Blocs and the Reorientation of World Trade in the 1930s » (« Blocs commerciaux, blocs monétaires et réorientation du commerce mondial dans les années 1930 »). *Journal of International Economics* 38 (1–2) : 1–24. https://doi.org/10.1016/0022-1996(95)92754-P.

Eichengreen, Barry. 1996. « *Globalizing Capital: A History of the International Monetary System* » (« *La mondialisation du capital : une histoire du système monétaire international* »). Princeton : Princeton University Press.

Friedman, Thomas. 2000. « *The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization* » (« *Lexus et l'olivier : comprendre la mondialisation* »). New York : Anchor Books.

Frynas, Jedrzej George et Wood, Geoffrey. 2001. « Oil & War in Angola » (« Le pétrole et la guerre en Angola »). *Review of African Political Economy* 28 (90) : 587–606. https://doi.org/10.1080/03056240108704568.

Gertler, Paul J. ; Martinez, Sebastian ; Premand, Patrick ; Rawlings, Laura B. et Vermeersh, Christel M. J. 2016. « *Impact Evaluation in Practice* » (« *L'évaluation d'impact en pratique* »), 2eme éd. Washington, D.C. : Banque interaméricaine de développement et Banque mondiale. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0779-4.

Hathaway, Terry. 2020. « Neoliberalism as Corporate Power » (« Le néolibéralisme en tant que pouvoir des sociétés »). *Competition & Change* 24 (3–4): 315–337. https://doi.org/ 10.1177/1024529420910382.

Hillman, Jonathan. 2020. "The Forgotten Power of Trade" (« Le pouvoir oublié du commerce »). *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), 6 août 2020.

Hofmann, Susanne et Cabrapan Duarte, Melisa. 2021. « Gender and Natural Resource Extraction in Latin America: Feminist Engagements with Geopolitical Positionality » (« Genre et extraction des ressources naturelles en Amérique latine : engagements féministes avec la position géopolitique »). *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 0 (111) : 39–63. https://doi.org/10.32992/erlacs.10653.

Hormeku-Ajei, Tetteh ; Balaji, Aishu ; Olukoshi, Adebayo et Nayar, Anita. 2022. « Introduction: Early Post-Independence Progressive Policies– Insights for our Times » (« Introduction : les politiques progressistes du début de la période post-indépendance – Perspectives pour notre époque »). *Africa Development* 47 (1) : 159–191. https://doi.org/ 10.57054/ad.v47i1.

Ivanova, Maria N. 2007. « Why There Was No 'Marshall Plan' for Eastern Europe and Why This Still Matters » (« Pourquoi il n'y a pas eu de « Plan Marshall » pour l'Europe de l'Est et pourquoi c'est encore important »). *Journal of Contemporary European Studies* 15 (3) : 345–376. https://doi.org/10.1080/ 14782800701683748.

Kadirgamar, Ahilan. 2013. « Second Wave of Neoliberalism: Financialisation and Crisis in Post-War Sri Lanka » (« Deuxième vague de néolibéralisme : financiarisation et crise dans le Sri Lanka de l'après-guerre »). *Economic and Political Weekly* 48 (35).

Kline, John M. 2006. « MNCs and Surrogate Sovereignty » (« FMN et la souveraineté de substitution »). *The Brown Journal of World Affairs* 13 (1): 123–133.

Krpec, Oldrich et Hodulak, Vladan. 2019. « War and International Trade: Impact of Trade Disruption on International Trade Patterns and Economic Development » (« Guerre et commerce international : impact des perturbations commerciales sur la structure du commerce international et le développement économique »). *Brazilian Journal of Political Economy* 39 (1) : 152–172. https://doi.org/10.1590/ 0101-35172019-2854.

Kurtenbach, Sabine et Rettberg, Angelika. 2018. « Understanding the Relation between War Economies and Post-War Crime » (« Comprendre la relation entre les économies de guerre et la criminalité d'après-guerre »). *Third World Thematics: A TWQ Journal* 3 (1) : 1–8. https://doi.org/10.1080/ 23802014.2018.1457454.

Lagarde, Christine. 2013. « Building the Future of Myanmar– an Address to the Yangon Institute of Economics » (« Bâtir l'avenir du Myanmar – un discours à l'Institut d'économie de Yangon »). *FMI*, 7 décembre 2013.

Langer, Arnim et Brown, Graham K. éds. 2016. « *Building Sustainable Peace: Timing and Sequencing of Post-Conflict Reconstruction and Peacebuilding* » (« *Construire une paix durable : calendrier et séquencement du relèvement post-conflit et de la consolidation de la paix* »), 1re éd. Oxford : Oxford University Press.

Lee, Jong-Wha et Pyun, Ju Hyun. 2020. « Does Trade Integration Contribute to Peace? » (« L'intégration commerciale contribue-t-elle à la paix ? »). Research Briefs in Economic Policy no. 211, Cato Institute.

Maconachie, Roy. 2016. « The Extractive Industries, Mineral Sector Reform and Post-Conflict Reconstruction in Developing Countries » (« Les industries extractives, la réforme du secteur minier et la reconstruction post-conflit dans les pays en développement »). *The Extractive Industries and Society* 3 (2): 313–315. https://doi.org/10.1016/j.exis.2016.03.004.

Major, Chelsea ; Longboat, Sheri et Sarapura-Escobar, Silvia. 2023. « Gender, Indigeneity and Mining » (« Genre, indigénéité et exploitation minière »). Dans « *Local Communities and the Mining Industry* », de Nicolas D. Brunet et Sheri Longboat, 1re éd., 75–99. Londres : Routledge. https://doi.org/10.4324/9781003182375-6.

Mallett, Richard et Slater, Rachel. 2012. « Growth and Livelihoods in Fragile and Conflict-affected situations » (« Croissance et moyens de subsistance dans les situations fragiles et de conflit »). Working Document 9, Secure Livelihoods Research Consortium.

Mallett, Richard et Pain, Adam. 2018. « Post-War Recovery and the Role of Markets: Policy Insights from Six Years of Research » (« Relèvement post-conflit et rôle des marchés : perspectives politiques issues de six années de recherche »). *Global Policy* 9 (2): 264–275. https://doi.org/10.1111/1758-5899.12560.

Marsh, Sarah et Ahmed, Redwan. 2019. « Workers making £88 Lululemon leggings claim they are beaten » (« Des ouvrières qui fabriquent des leggings Lululemon à 105 € déclarent être battues »). *The Guardian*, 14 octobre 2019.

Mayar, Manyang David. 2021. « South Sudan's Oil Industry Remains Dependent on Foreign Help » (« L'industrie pétrolière du Sud-Soudan reste dépendante de l'aide étrangère »). *Voice of America Afric*a, 6 juillet 2021.

McCandless, Erin et Christie, W. Tyler. 2006. « Moving beyond Sanctions: Evolving Integrated Strategies to Address Post-Conflict Natural Resource-Based Challenges in Liberia » (« Dépasser les sanctions : évolution des stratégies intégrées pour relever les défis post-conflit liés aux ressources naturelles au Libéria »). *Journal of Peacebuilding & Development* 3 (1) : 20–35. https://doi.org/10.1080/15423166.2006.133909151693.

McGinnis, Annika. 2020. « Uncertainty Over Laws Fuel Land Grabs in South Sudan » (« L'incertitude sur les lois alimente l'accaparement des terres au Sud-Soudan »). Pulitzer Center.

Mlinarević, Gorana ; Porobić Isaković, Nela ; Chinkin, Christine ; True, Jacqui ; Rees, Madeleine et Svedberg, Barbro. 2017. « A Feminist Perspective on Post-conflict Restructuring and Recovery: The Case of Bosnia and Herzegovina » (« Une perspective féministe sur la restructuration et le relèvement post-conflit : le cas de la Bosnie-Herzégovine »). Women's International League for Peace and Freedom (WILPF).

Moreno-Serra, Rodrigo ; Anaya-Montes, Misael ; León-Giraldo, Sebastián et Bernal, Oscar. 2022. « Addressing Recall Bias in (Post-)Conflict Data Collection and Analysis: Lessons from a Large-Scale Health Survey in Colombia » (« Aborder le biais de rappel dans la collecte et l'analyse des données (post)-conflit : leçons tirées d'une enquête de santé à grande échelle en Colombie »). *Conflict and Health* 16. https://doi.org/10.1186/s13031-022-00446-0.

ONU Femmes. 2019. « Conflict/Post Conflict:! Lack of Comparable Data » (« Conflit/post-conflit : manque de données comparables »).! Virtual Knowledge Center to End Violence! Against Women and Girls.

Ortiz, Isabel et Cummins, Matthew. 2022. « End Austerity: A Global Report on Budget! Cuts and Harmful Social Reforms in 2022-25 »! (« Mettre fin à l'austérité : un rapport mondial! sur les coupes budgétaires et les réformes! sociales néfastes en 2022-25 »). Initiative for! Policy Dialogue (IPD), Global Social Justice! (GSJ), International Confederation of Trade! Unions (ITUC), Public Services International! (PSI), ActionAid International, Arab Watch! Coalition, Bretton Woods Project, Eurodad,! Financial Transparency Coalition, Latindadd,! Third World Network (TWN) et Wemos.

Oxfam. 2007. « Spread of Free Trade! Agreements Threatens Poor Countries » (« Les accords de libre-commerce menacent! les pays pauvres »). Communiqué de presse.

Petras, James et Veltmeyer, Henry. 2016. « Qpx fs!boe!Sftjtubodf;!VT!Jnqfsjbmjtn!jo! Mbujo!Bnfsjdb » (« Qpvwpjs!fu!s¸tjtubodf!;! mjnq¸sjbmjtnf!bn¸sjdbjo!fo! Bn¸sjrvf!mbujof!»). Leyde, Pays-Bas : Brill.

Pillinger, Jane et Wintour, Nora. 2022. « Risks of gender-based violence and! harassment: union responses in the mining,! garments and electronics sectors » (« Risques! de harcèlement et de violences basées sur le! genre : réponses des syndicats dans les! secteurs de l'exploitation minière, de! l'habillement et de l'électronique »).! IndustriALL et Friedrich-Ebert-Stiftung.

Porobić, Nela. 2023. « Commodifying War: The Political Economy of Disaster Capitalism! in Ukraine and Beyond » (« La! marchandisation de la guerre : l'économie! politique du capitalisme de catastrophe en! Ukraine »). WILPF.

Programme des Nations unies pour le! développement (PNUD). 2008. « Crisis! Prevention and Recovery Report 2008: Post-Conflict Economic Recovery: Enabling Local! Ingenuity » (« Rapport 2008 sur la prévention! des crises et le relèvement : redressement! économique post-conflit : favoriser! l'ingéniosité locale »).

Puechguirbal, Nadine. 2012. « The Cost of! Ignoring Gender in Conflict and Post-Conflict! Situations: A Feminist Perspective » (« Le coût de la négligence du genre dans les! situations de conflit et de post-conflit : une! perspective féministe »). *Amsterdam Law*! *Forum* 4 (1): 4–19.

Radley, Ben. 2023. « *Disrupted Development in*! *the Congo: The Fragile Foundations of the*! *African Mining Consensus* » (« *Le*! *développement perturbé au Congo : les*! *fondements fragiles du consensus minier*! *africain* »). Oxford : Oxford University Press.

Rodriguez, Leah. 2019. « Women Factory! Workers in Vietnam Face High Levels of! Sexual Abuse: Report » (« Les ouvrières! d'usine au Vietnam sont confrontées à des! niveaux élevés de violences sexuelles : rapport »). *Global Citizen*, 8 avril 2019.

Shaikh, Anwar. 2007. « Hmpcbmj{bujpo!boe!uif! Nzuit!pg!Gsff!Usbef!» (« *La mondialisation et*! *les mythes du libre-commerce* »). New York :! Routledge.

Sibeko, Buki. 2022. « A feminist approach to! debt » (« Une approche féministe de la dette »). Nawi–Afrifem Macroeconomics! Collective et African Forum and Network on! Debt and Development (AFRODAD).

Terborgh, Andrew. 2003. « The Post-War Rise of World Trade: Does the Bretton Woods System Deserve Credit? » (« L'essor du commerce mondial dans l'après-guerre : le système de Bretton Woods mérite-t-il d'être salué ? »). Working paper no. 78/03 du Département d'histoire économique, London School of Economics.

Tett, Gillian. 2022. « The Marshall Plan is No Longer Niche History » (« Le plan Marshall n'est plus une niche historique »). *Financial Times*, 27 avril 2022.

True, Jacqui et Svedberg, Barbro. 2019. « WPS and International Financial Institutions » (« Femmes Paix et Sécurité et les Institutions financières internationales »). Dans « *The Oxford Handbook of Women, Peace, and Security* », par Jacqui True et Barbro Svedberg, édité par Sara E. Davies et Jacqui True, 335–350. Oxford : Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190638276.013.34.

Turner, Nicholas ; Aginam, Obijiofor et Popovski, Vesselin. 2008. « Post-Conflict Countries and Foreign Investment » (« Les pays en situation de post-conflit et l'investissement étranger »). Policy Brief no. 8, Université des Nations Unies.

Villaroman, Noel. 2010. « The Need for Debt Relief: How Debt Servicing Leads to Violations of State Obligations under the ICESCR » (« La nécessité d'alléger la dette : comment le service de la dette entraîne des violations des obligations de l'État en vertu du PIDESC »). *Human Rights Brief* 17 (3): 2–9.

Weidmann, Nils B. 2015. « On the Accuracy of Media-Based Conflict Event Data » (« De l'exactitude des données médiatiques sur les événements de conflit »). *Journal of Conflict Resolution* 59 (6): 1129–1149. https://doi.org/10.1177/0022002714530431.

Woodward, Susan L. 2013. « The IFIs and post-conflict political economy » (« Les IFI et l'économie politique post-conflit »). Dans « *Political Economy of Statebuilding: Power after Peace* », édité par Mats R. Berdal, 140–157. Abingdon : Routledge.

Zhang, Sheldon ; Vincent, Kyle ; Dank, Meredith ; Cole, Katrina ; Burke, Cameron ; Hughes, Andrea ; Lan Nguyen, Cù Chí Lợi ; Nguyen, Tien et Stewart, Shannon. 2021. « Prevalence of Forced Labor in Vietnam's Apparel Industry » (« Prévalence du travail forcé dans l'industrie de l'habillement au Vietnam »). Global Fund to End Modern Slavery.

GENDER AND TRADE COALITION